

ACS: Mauvaise nouvelle pour la population et les travailleurs

TOUT CE QUE VOUS
NE SAVIEZ PAS SUR L'**ACCORD SUR
LE COMMERCE DES SERVICES**

~~Le projet d'~~Accord sur le commerce des services (ACS, sigle anglais: TiSA) vise ~~à libérer le~~
~~commerce international des services et~~ à fixer des règles internationales contraignantes,
~~sur la manière dont~~ les pays participants ~~réglementent les services. Les négociations sur~~
~~l'ACS ont commencé en 2016 et les responsables~~ ont l'intention de conclure l'[accord] à la
fin de l'année 2016, ~~lorsque certaines élections présidentielles auront été organisées.~~

ACS: mauvaise nouvelle pour la population et les travailleurs

Les gouvernements s'empressent d'achever l'Accord sur le commerce des services (ACS), qui supprimerait le pouvoir politique aux citoyens et donnerait le champ libre aux sociétés multinationales en leur permettant de contrôler des services sur lesquels tout le monde compte quotidiennement.

Une grande part des sommes générées dans les communautés locales finiraient dans les paradis fiscaux préférés du pour cent de la population le plus riche.

L'ACS se négocie derrière des portes closes, entre les négociateurs commerciaux des 28 pays de l'Union européenne et de 22 autres pays industrialisés et en développement.

La majeure partie de leurs discussions sont secrètes
mais des groupes de pression représentant quelques-unes des sociétés multinationales les plus puissantes au monde y ont accès - alors même que certains représentants parlementaires élus sont tenus à l'écart !



« L'Accord sur le commerce des services est un poison pour la démocratie. S'il est adopté, les droits des travailleurs seraient érodés, les entreprises auraient leur mot à dire dans les prises de décisions économiques et une nouvelle vague de privatisations déferlerait. Contrairement à d'autres accords commerciaux, l'ACS ne porte pas sur la production et la vente de marchandises au-delà des frontières, mais bien sur des mouvements de capitaux et des services, privés et publics, sur lesquels tout le monde compte quotidiennement. D'après ce qui s'est ébruité des négociations secrètes, cet accord pourrait causer des dommages irréversibles et permettre le transfert d'encore plus de richesses à une poignée de sociétés mondiales puissantes. Il n'est pas trop tard pour l'arrêter et, s'il est vraiment nécessaire de conclure un accord sur les services, d'entamer un processus ouvert et démocratique qui tienne compte de la population et pas uniquement des entreprises. »

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI

Pour découvrir ce que votre gouvernement ne vous dit pas à propos de cet accord, lisez le rapport de la CSI :

"Tout ce que vous ne saviez pas sur l'Accord sur le commerce des services"

<https://www.ituc-csi.org/a-propos-de-l-acs>



Les documents qui ont été divulgués indiquent que:

- Avec l'ACS, le pouvoir serait massivement transféré des gouvernements vers les sociétés multinationales et les réglementations, qui veillent à la sécurité des travailleurs et des consommateurs, qui préservent le contrôle démocratique de l'économie et qui fournissent les tremplins nécessaires aux entreprises locales pour croître et créer des emplois, seraient considérablement affaiblies.
- L'ACS affaiblirait les prescriptions imposées aux banques et au secteur financier, alors même que la faiblesse de la réglementation est à l'origine de la crise financière de 2008. Sa définition des « services financiers » implique que pratiquement tous les investissements et les transferts de capitaux seraient libéralisés et que les paradis fiscaux en profiteraient.
- L'ACS encouragerait « l'ubérisation » de nombreux emplois, permettant aux entreprises de se dégager de leurs responsabilités envers le personnel et les consommateurs.

↑ Le sondage d'opinion mondial de la CSI montre que 82 % des personnes interrogées désirent que le personnel de sociétés comme Uber dispose des mêmes droits et protections que les autres travailleurs. Avec l'ACS, ce serait simplement impossible.

Mais aussi:

- L'ACS impliquerait une déréglementation:

des transports, de l'énergie, du commerce de détail et du commerce électronique, de l'industrie maritime, de la livraison expresse, des télécommunications, de la santé, de l'éducation privée et de tant d'autres...

- L'ACS donnerait un coup de fouet à la privatisation et forcerait les gouvernements à « consulter » les entreprises au moment d'élaborer des lois, accentuant ainsi l'incidence des multinationales sur les bases mêmes de la démocratie. Même une hausse du salaire minimum pourrait être remise en cause.

- La neutralité de l'internet serait jetée aux oubliettes et les gouvernements perdraient effectivement leurs capacités de protéger les données personnelles.

- Consultants, architectes, éducateurs, ingénieurs, juristes, infirmiers et bien d'autres risquent de voir leurs revenus chuter, car les dispositions de l'ACS rendraient plus difficile toute concurrence avec de puissants conglomérats multinationaux. Avec l'ACS, le nivellement par le bas ne ferait que s'accroître.

- **Pas de marche arrière possible.** Les négociateurs de l'ACS sont convenus d'un plan pour bloquer la libéralisation – une fois qu'un secteur de services est entièrement ouvert, les gouvernements ne pourront plus jamais le protéger.

L'ACS est une formule mondiale recherchant le plus petit dénominateur commun. Il enverrait au bûcher toutes les réglementations qui protègent et soutiennent nos communautés.

